

Dans un article paru dans le quotidien Le Soleil, dans l'édition du samedi 28 octobre dernier, deux chercheurs, soit les docteurs Jean Piuze et Jean Boulva, traitent du développement économique versus les préoccupations environnementales. Ces derniers mentionnent qu'à leur avis, aucun des grands projets au Québec n'a avorté dû à l'analyse environnementale en ayant été faite par les autorités compétentes en la matière. De leurs propos, on en déduit que les grands projets au Québec voient ou non leur jour souvent par l'acceptation ou la non acceptation par l'opinion publique.

Mais, au fait, qu'est-ce que l'opinion publique ? À une certaine époque, un ex-premier ministre du Québec disait que l'opinion publique correspondait aux points de vue des éditorialistes des grands quotidiens. De nos jours, je dirais que l'opinion publique est reflétée par la majorité silencieuse. Mais, certains intervenants se prétendent représentants de cette majorité silencieuse. Comme beaucoup d'espace leur est laissé tant dans les médias que dans les différentes assemblées publiques, comme par exemple lors des séances publiques des conseils municipaux, on finit par croire qu'effectivement ils traduisent les besoins de l'ensemble de la population. Ces intervenants ont très bien compris, notamment, que la nouvelle négative et la controverse font vendre davantage de journaux et aident à la hausse des cotes d'écoute.

Le projet Rabaska n'échappe pas à cette problématique. Dès l'intention annoncée par le promoteur, les attaques se sont mises à fuser de toute part. Il y a si peu de place laissé au promoteur qu'à un certain moment, on est surpris d'apprendre qu'il s'agit d'un projet loin d'être dangereux.

Pourtant, vers la fin septembre de la présente année, un groupe pro-Rabaska procédait à son lancement public. On a alors appris que cet organisme avait réussi à recruter plus de 400 membres en quelques semaines seulement. Sans que cela traduise à 100 % ce que la population pense, reste tout de même que ces gens pour faire partie du Mouvement populaire à bon port, c'est le nom de l'organisme, ont déboursé 5 \$ de leur poche. Il s'agit là, à mon avis, d'un symbole significatif.

Par ailleurs, on ne sait de combien de membres sont composés les organisations d'opposition qui disent, je le répète, représenter l'opinion publique et quel a été le coût d'adhésion. Ce qui me fait penser qu'on ne sait trop d'où proviennent les fonds pour financer les activités de ces groupes, sinon qu'ils sautent, à la première occasion, sur les fonds fédéraux pour procéder à des soit disant analyses.

Mais, cette mobilisation extrêmement rapide effectuée par le Mouvement populaire à bon port n'est-elle pas assez révélatrice? Même certains journalistes, semblant à tout le moins tièdes face à Rabaska, n'ont pu s'empêcher de rapporter le succès que connaît cet organisme. Serait-ce donc que le Mouvement populaire à bon port serait le baromètre de la population?

La Fédération des chambres de commerce du Québec a déjà fait état d'un immobilisme en matière de développement économique. D'ailleurs, les co-auteurs de l'article auquel je fais référence au début de l'actuel mémoire font mention de ce constat fait par la FCCQ. Mais, du même souffle, ils affirment que ce qui se produit dans les industries du sciage et des pâtes et papier est le résultat d'un développement économique faisant fi de toute préoccupation environnementale.

Mais alors, une question se pose : qui se braquent? Ce sont les promoteurs ou les groupes d'opposants? Pour ce qui me concerne, en ce qui a trait aux groupes de pression, il n'y a aucun compromis possible. Rabaska doit aller s'établir ailleurs. Du côté du promoteur, je sens qu'une certaine écoute a été démontrée en matière de visibilité, de bruit, d'aménagement.

Une fois cela exposé, se peut-il vraiment que Rabaska ne soit que mauvais? Si vraiment, on laissait parler les véritables experts, se pourrait-il que le projet ait connu toutes les bonifications souhaitées pour tenir compte d'un véritable développement durable, une fois obtenu l'approbation éclairée des commissaires du BAPE? On devine les réponses à ces questions.

Moi, je pense que ce que la population veut, c'est d'abord avoir du travail. Évidemment, les gens ne sont pas stupides. Avec la crise dans le sciage et les pâtes et papiers, à laquelle je fais allusion ci-dessus, les gens comprennent bien qu'on doit protéger notre milieu de vie. Mais, ils savent aussi que de véritables experts se sont prononcés sur Rabaska et que le fait de référer le dossier au BAPE indique que ce projet a du bon. Ces experts, comme la population, comprennent qu'on ne peut cracher sur un investissement de 840 millions \$ qui va faire travailler notre monde.

Christian Gauthier

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Christian Gauthier', written in a cursive style.